

## **Copenhague ne doit pas se transformer en sommet des fausses solutions au changement climatique.**

**Nous avons besoin d'un accord contraignant, juste et la hauteur des enjeux .**

Le sommet de Copenhague sur le changement climatique débute ce lundi 7 décembre. **Les négociations**, elles, ont réellement commencé à Bali en décembre 2007 et elles **sont loin d'avoir abouti**. Les annonces de ces derniers jours, qu'elles proviennent des Etats-Unis, de l'Union Européenne, de la Chine ou du Brésil, ne modifient pas radicalement la donne. **Les propositions des pays développés**, tant en termes d'engagements de réduction de gaz à effets de serre que de financements, ou de transferts de technologies dites « vertes », **ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités historiques dans le changement climatique actuel**. La Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, et derrière eux sans doute l'ensemble des pays du G77, sont prêts à quitter la table des négociations si les propositions des pays développés ne sont pas sérieusement revues à la hausse, et cela sans contrepartie contraignante pour les pays historiquement peu émetteurs de CO2.

Derrière ces parties de poker-menteur, qui ont peu à voir avec les intérêts des populations et la lutte contre les dérèglements climatiques, se jouent des batailles de leadership international qui ne visent qu'à maintenir ou renforcer des dominations commerciales, économiques et financières. **Nous ne pouvons que nous inquiéter des risques que font peser ces stratégies sur le maintien d'un cadre onusien, contraignant et multilatéral de discussions et de décisions**. Nous réaffirmons avec force notre exigence d'aboutir, dans le cadre de l'ONU, à un accord contraignant, juste et à la hauteur des enjeux. C'est aux gouvernements des pays développés de prendre leurs responsabilités.

D'autre part, le sommet de Copenhague ne doit pas se transformer en sommet des fausses solutions au changement climatique. **Les propositions visant à créer un marché mondial du carbone quasi sans régulation et à étendre les mécanismes de compensation sont inacceptables**. Nous refusons l'Intégration du mécanisme REDD (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts), **des techniques agricoles, du nucléaire ou encore de la capture et du stockage de carbone (CSC)**, dans les mécanismes de flexibilité autorisant la création de certificats d'émission qui alimenteront les marchés carbone et la spéculation. **Source de risques financiers, d'inefficacités écologiques et d'injustices sociales, la finance carbone n'est pas la solution, mais une partie du problème**.

**Il n'y aura pas de solutions aux dérèglements climatiques sans une transformation radicale de notre modèle de développement productiviste, construit sur la prédation des ressources et la mise en concurrence des populations**. Les populations les plus pauvres, du Sud et du Nord, ne peuvent être celles qui paient l'addition. Les sommes colossales investies dans le sauvetage du système bancaire montrent que les moyens financiers existent. Mobilisons-les pour **sauver le climat et assurer une véritable justice sociale et climatique à l'échelle de la planète**.

**Contact Presse :**

Maxime Combes – 06 24 51 29 44